



Créateur d'outils

Société anonyme au capital de 7 040 753 Euros
Siège social : 60, boulevard Thiers – 42007 SAINT-ETIENNE
433 925 344 R.C.S. Saint Etienne – APE 741 J
Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre

COMPTES INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2013

Sommaire

- I.** État du résultat et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
- II.** État de la situation financière
- III.** État des variations des capitaux propres consolidés
- IV.** Tableau des flux de trésorerie consolidés
- V.** Annexe condensée aux comptes consolidés
- VI.** Rapport semestriel
- VII.** Attestation du Président Directeur Général
- VIII.** Attestation des Commissaires aux comptes

**I. État du résultat et des gains et pertes
comptabilisés directement en capitaux propres**
(en milliers d'euros)

<u>Etat du résultat net</u>	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Chiffre d'affaires net total	17 254	19 456	38 957
<i>Dont exportation</i>	3 991	5 174	10 986
Autres produits	146	15	248
Total produits d'exploitation	17 400	19 471	39 205
Achats consommés	7 192	7 945	16 309
Autres achats d'exploitation	4 458	4 864	9 218
Impôts et taxes	464	472	958
Charges de personnel	5 204	5 656	10 670
Excédent brut d'exploitation courant	82	535	2 049
Dotations aux amortissements nettes des reprises	426	401	815
Dotations aux provisions nettes des reprises	131	-2	-131
Résultat opérationnel courant	-475	136	1 366
Produits et charges opérationnels non courants	0	-15	-315
Résultat opérationnel	-475	121	1 051
Coût du financement	59	101	239
Autres charges et produits financiers	2	-8	-3
Impôt différé	41	-41	30
Impôt	-145	174	526
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	-432	-105	259
Dont part du groupe	-432	-105	259
Dont minoritaires	0	0	0
RÉSULTAT PAR ACTION DILUE (en euros)	- 1,24	- 0,28	0,73
<i>Résultat par action</i>	- 1,14	- 0,28	0,68
<i>Nombre d'actions en circulation</i>	347 606	371 275	353 592
Marge brute d'autofinancement	288	466	1 991

<u>Autres éléments du Résultat Global</u>	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Résultat net	-432	-105	259
<u>Eléments non recyclable dans le compte de résultat</u>			
Retraitement écarts actuariels			-161
Autres			0
Impôt correspondant			54
<u>Eléments recyclable dans le compte de résultat</u>	0	0	0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	-107
RESULTAT NET GLOBAL	-432	-105	152

II. État de la situation financière

(en milliers d'euros)

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
ACTIF			
ACTIFS NON COURANT	8 883	8 925	8 357
Goodwill	1 391	1 991	1 391
Immobilisations incorporelles	436	242	388
Immobilisations corporelles	6 984	6 633	6 500
Actifs financiers à long terme	72	59	78
ACTIFS COURANTS	26 393	28 314	27 353
Stocks nets	12 283	12 070	11 563
Créances clients nettes	8 998	8 077	9 812
Autres actifs à court terme	1 531	1 102	903
Actif d'impôt différé	196	115	181
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 385	6 950	4 895
TOTAL ACTIF	35 275	37 239	35 710
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES	20 127	21 117	20 529
Capital social	7 408	7 408	7 408
Réserves et autres	13 151	13 814	12 863
Résultat de l'exercice	- 432	- 105	259
Intérêts minoritaires	-	-	-
PASSIFS NON COURANTS	4 152	5 138	4 785
Provisions	442	372	419
Dettes financières à long terme	3 092	4 166	3 626
Autres dettes à long terme	363	254	240
Dettes sur immobilisations financières	-	300	300
Produits différés à long terme			
Passif d'impôt différé	256	45	200
PASSIFS COURANTS	10 995	10 984	10 396
Dettes financières à court terme	2 357	2 011	1 666
Dettes sur immobilisations financières	300	300	-
Dettes fournisseurs	3 647	4 302	3 570
Autres passifs à court terme	4 691	4 371	5 160
TOTAL PASSIF	35 275	37 239	35 710

III. État des variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)

	30-juin-13	30-juin-12	Année 2012
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS OUVERTURE	20 529	21 432	21 432
Résultat net de l'exercice	-432	-105	259
Autres éléments du résultat global			-107
Paie ment des dividendes	-207	-441	-441
Rachat d'actions par la société	9	5	-1 157
Comptabilisation des paiements fondés sur des actions	228	225	543
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS CLOTURE	20 127	21 117	20 529

IV. Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)

	30-juin-13	30-juin-12	Année 2012
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE (A)	-1 022	1 798	2 263
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT =	288	466	1 991
+ Résultat net de l'exercice	-432	-105	259
+ Rémunération sur actions	227	270	543
+ Amortissements et provisions nets	448	349	1 145
+ Variation imposition différée	41	-42	50
- Plus values de cession	-4	6	7
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET =	-1 310	1 332	272
- Stocks nets	720	-347	-855
- Créances nettes	-253	-1 764	-106
+ Dettes liées à activité	-748	-739	-791
- Comptes de régularisation actifs passifs	95	40	-104
FLUX NET LIE AUX INVESTISSEMENTS (B)	-570	-1 442	-1 929
- Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	976	462	877
+ Réévaluation des terrains	0	0	0
- Augmentation des immobilisations financières	0	9	28
+ Valeur de cession ou réduction d'immobilisations	21	12	41
+ Variation des dettes sur investissements	385	-983	-1 065
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	78	1 083	-770
- Dividendes versés aux actionnaires	206	441	441
+ Hausse des emprunts et des subventions	1 321	2 444	2 676
- Remboursement des emprunts et des subventions	1 045	942	1 893
- Actions propres en déduction des capitaux propres	-8	-22	1 112
VARIATION DE LA TRESORERIE DISPONIBLE (A+B+C)	-1 514	1 440	-435
dont : + disponibilités	-1 603	1 375	1
+ placements	94	-343	-1 025
- découverts ponctuels	3	-409	-589
+ TRESORERIE DISPONIBLE A L'OUVERTURE	4 863	5 298	5 298
= TRESORERIE DISPONIBLE A LA CLOTURE	3 349	6 738	4 863

V. Annexe condensée aux comptes consolidés résumés au 30.06.2013

En date du 5 septembre 2013, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe SAM pour le semestre se terminant le 30 juin 2013.

SAM est une société anonyme spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'outils à main pour les marchés professionnels. Son capital est de 7 407 543 € et son siège social est à Saint-Etienne, 60 boulevard Thiers 42007. Immatriculée au registre du commerce de Saint-Etienne sous le numéro 433 925 344, SAM est cotée sur le marché NYSE Euronext Paris compartiment C.

A. Références de base

En application du règlement Européen n° 1606/2002 visant les sociétés cotées sur un marché réglementé européen, les comptes consolidés résumés du Groupe SAM au 30 juin 2013 sont établis en conformité avec :

- la norme internationale d'information financière IAS 34 amendée, relative à l'information intermédiaire,
- le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Board) adopté par l'Union Européenne à la date d'arrêté de ces comptes.

Le référentiel IFRS est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

B. Périmètre de consolidation

Toutes les sociétés, dont SAM S.A. dirige les politiques financière et opérationnelle et qu'elle contrôle directement ou indirectement à plus de 50 %, sont consolidées directement par la méthode de l'intégration globale.

Conformément à la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », seuls les droits de vote potentiels exerçables ou convertibles, sont pris en considération pour apprécier le contrôle. Il n'est pas tenu compte des droits de vote potentiels non immédiatement exerçables ou convertibles, ou soumis à l'occurrence d'un événement futur.

Le groupe fiscal SAM au 30 juin 2013 est constitué des sociétés suivantes : SAM S.A., SAM OUTILLAGE SAS et PTS. Ce groupe fiscal expirera au 31 décembre 2015.

Aucune modification du périmètre n'est intervenue sur ce premier semestre.

Nom de la Société	Siège	N° SIRET	Mode d'intégration	Pourcentage d'intérêt au	
				30.06.2013	31.12.2012
SAM S.A.	Saint Etienne (42)	43 392 534 400 015	intégration globale	Mère	Mère
SAM OUTILLAGE SAS	Saint Etienne (42)	33 800 223 100 011	intégration globale	100	100
SAM HERRAMIENTAS	Pampelune (Espagne)	B-81964413	intégration globale	100	100
PTS SAS	Saint Etienne (42)	39 876 471 200 046	intégration globale	100	100
RODAC BV	Sittard (Pays - Bas)	000017356407	intégration globale	100	100

Le 28 janvier 2013, SAM Outillage a fait l'acquisition d'actifs de la société SOVA2I alors en liquidation judiciaire. Ces actifs ont été comptabilisés à la valeur nette comptable et n'ont pas fait l'objet d'un retraitement à la juste valeur en normes IFRS. En effet l'impact du retraitement n'est pas jugé significatif.

C. Principes comptables

Base de préparation des états financiers

La consolidation est effectuée sur la base des comptes sociaux à fin juin établis par chaque société. Elle est établie selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux interprétations de l'IFRIC, applicables au 30.06.2013.

Normes nouvelles et révisées, publiées mais non encore entrées en vigueur :

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation les IFRS nouvelles et révisées suivantes qui ont été publiées mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur :

- IFRS 9 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015)
- IFRS 10 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- IFRS 11 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- IFRS 12 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- IFRS 13 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- IAS 27 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- IAS 28 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- Modifications relatives notamment aux modifications d'IAS 16 et 32 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
- IFRIC 20 (en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013)
-

La Direction ne prévoit pas que l'application de ces nouvelles normes puisse avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012. Il est rappelé que le Groupe ayant une seule et unique activité n'est pas concerné par la norme IFRS 8.

Principes et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliquées par le Groupe dans ces états financiers intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012, à l'exception des points ci-dessous :

- les remises clients et ristournes fournisseurs de fin d'année sont calculées sur la base des taux de remises ou ristournes résultant d'une estimation de chiffre d'affaires ou d'achats pour la totalité de l'exercice,
- les intéressements ou bonus de fin d'année sont calculés sur la base des montants estimés pour l'exercice.

Les autres éléments faisant l'objet d'une estimation en fin de période ont été calculés comme à la clôture de l'exercice. Il en est ainsi de la provision pour congés payés, des dotations aux amortissements, des provisions pour risques et charges, de l'impôt sur les sociétés et de la participation des salariés.

Goodwill :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application de la méthode d'acquisition relevant de la norme IFRS 3 révisée. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. La différence entre la part acquise de la juste valeur et le coût d'acquisition est comptabilisée en Goodwill. Plus précisément :

- Les frais de transactions sont comptabilisés immédiatement lorsqu'ils sont encourus.
 - Pour chaque regroupement, SAM étudie l'opportunité d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est-à-dire prenant en compte la part de goodwill revenant aux intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en date d'acquisition (évalués à la juste valeur), ou pour la comptabilisation d'un goodwill dit « partiel », ce qui revient à évaluer les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle pour leur quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis ;
 - Tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur à la date d'acquisition (même s'il n'est pas probable ou évaluable de manière fiable) et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où cette évaluation intervient lors de la période intercalaire (12 mois). Tout ajustement postérieur à la période intercalaire de la dette financière comptabilisée au titre d'un complément de prix, ne répondant pas à ces critères, est comptabilisé en contrepartie du résultat du Groupe ;
 - Le groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date de prise de contrôle pour achever la comptabilisation d'un regroupement.
 - Les ajustements de valeur des actifs et passifs sont comptabilisés comme un ajustement rétrospectif du goodwill s'ils interviennent dans le délai de 12 mois et qu'ils ne résultent pas de faits et circonstances nouveaux,
 - Le goodwill négatif éventuellement dégagé lors de l'acquisition est immédiatement comptabilisé en produit.
 - Toute perte de contrôle donne lieu à la réévaluation de la participation résiduelle éventuelle à la juste valeur suivant les mêmes modalités.
- Toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction entre actionnaires et est comptabilisée directement en capitaux propres.

Les goodwill ne sont pas amortis, ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Pour le besoin des tests de dépréciation, le Goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie devant bénéficier des synergies du regroupement.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels achetés, enregistrés à leur coût d'acquisition et amortis suivant le mode linéaire au maximum sur 3 ans, sauf si un indice de perte de valeur après analyse conduit à la constatation d'une perte de valeur égale à la différence entre le montant recouvrable et la valeur comptable de l'actif concerné.

S'il s'agit d'applicatifs informatiques générés en interne, le montant comptabilisé est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'immobilisation incorporelle a satisfait aux critères de comptabilisation ; après la comptabilisation initiale, ces immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

En ce qui concerne :

- les frais de recherche, ils ne sont pas immobilisables,
- les frais de développement, dès qu'ils sont encourus, sont enregistrés directement en charges car le Groupe considère qu'aucune certitude sur le bénéfice de leurs avantages économiques futurs n'existe.

Immobilisations corporelles

Terrains : les terrains sont comptabilisés à leur valeur historique réévaluée lors de la transition aux normes IFRS comme prévu par la norme IFRS1.

Autres immobilisations corporelles : elles sont enregistrées par composants à leur coût historique d'acquisition ou de production diminué de leurs amortissements. Leurs coûts n'intègrent :

- ni coût d'entretien et de réparation courants qui sont enregistrés en charges,
- ni déductions liées aux subventions d'investissement qui sont enregistrées au bilan en produits différés et sont rapportées en résultat sur la durée d'utilisation de l'actif correspondant.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à l'exception de certains équipements industriels récents pour lesquels le mode dégressif est plus approprié pour obtenir une valeur nette pertinente, selon les durées d'utilisation ci-après reflétant le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque composant d'un actif, à savoir :

Immobilisations	Durée d'utilité
Bâtiments	20 à 40 ans
Autres agencements immobiliers	12 à 15 ans
Equipements industriels	10 à 30 ans
Equipements informatiques et assimilés	3 ans
Matériels de transport et de manutention	4 à 8 ans
Autres corporels	4 à 8 ans

Aucune valeur résiduelle n'a été affectée aux immobilisations.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations corporelles sont déterminées par rapport à la juste valeur pour les terrains et à la valeur nette comptable pour les autres immobilisations corporelles. Elles sont enregistrées en résultat dans les autres produits et charges.

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués pour l'essentiel par des prêts et créances avec des échéances supérieures à 12 mois à la date de clôture. Ils sont comptabilisés au coût historique après déduction d'une perte de valeur le cas échéant.

Stocks

Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré :

- d'achat (y compris les frais accessoires directement attribuables) pour les matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements achetés,
- de production (y compris tous coûts directs et les frais généraux de production affectés sur la base de la capacité normale de production) pour les en-cours et les produits finis manufacturés.

Les coûts n'intègrent aucun frais financier.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyses, référence par référence, prenant en compte notamment les produits qui ne figurent plus sur le catalogue en vigueur et les difficultés de vente sur les autres produits dont la rotation ressort comme trop lente, des dépréciations sont constituées dès lors que la valeur nette probable de réalisation est inférieure au coût d'achat ou de production. Cette valeur nette correspond au prix de vente attendu après déduction des coûts estimés d'achèvement et de commercialisation.

1ère application de la norme IAS 19 révisée :

Le Groupe a appliqué par anticipation sur l'exercice 2012, la nouvelle norme IAS 19 : 'Avantages du Personnel'. Cette norme révisée dont l'application est rétrospective a notamment les conséquences suivantes :

- Les engagements du Groupe envers ses salariés sont intégralement comptabilisés à la clôture de chaque exercice; l'option du corridor est supprimée (cette option n'était pas utilisée par le Groupe), ainsi que la possibilité d'amortir les écarts actuariels et les coûts des services passés résultant de changements de régime de retraite sur la durée résiduelle d'activité des salariés concernés.

De ce fait :

- Les écarts actuariels, les coûts des services passés dus à un changement de régime intervenu en 2010 non provisionnés au 31 décembre 2010, ont été comptabilisés par contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1er janvier 2011 ;
- Les écarts actuariels nés postérieurement au 1er janvier 2011 sont comptabilisés en 'Autres éléments du résultat global', non recyclables dans le compte de résultat;
- Le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est évalué dorénavant en utilisant le même taux que le taux d'actualisation des passifs sociaux.

En raison du caractère rétrospectif de la norme IAS 19 révisée, les états financiers du 30 juin 2012 ont été retraités en conformité avec les nouvelles règles à des fins de comparaison. Les impacts détaillés de cette première application de la norme IAS 19 révisée sont présentés dans la note 3.3.

Recours à des estimations et jugements

La préparation des états financiers implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par le Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que des informations données dans les annexes.

La direction du Groupe SAM revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations et hypothèses utilisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers concernent l'évaluation des postes suivants :

- la valorisation des goodwill et des immobilisations incorporelles acquises;
- les provisions et les engagements de retraite;
- les impôts différés;
- les opérations en actions.

En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe, et traduisent la réalité économique des transactions.

Changements de méthodes

Compte tenu de l'application anticipée de la révision de la norme IAS 19, la présente note récapitule les principaux impacts de cette première application sur les états financiers au 30 juin 2012. Un 'Etat retraité des états financiers consolidés au 30 juin 2012' est fourni, conformément aux modalités relatives aux traitements rétrospectifs.

Retraitement du résultat juin 2012 :

	En milliers d'euros
Résultat net juin 2012 publié	-107
Reprise de l'amortissement au 30 juin 2012 du coût des services passés dus à changement de régime	+ 3
Impôts différés associés	- 1
Résultat net juin 2012 retraité	- 105

Immobilisations

Mouvements de l'actif immobilisé :

	Valeur brute au 31.12.2012	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 30.06.2013
Incorporelles	2 968	75	32	3 011
- Ecart d'acquisition	1 991			1 991
- Fonds commercial	-	10		10
- Autres immobilisations incorporelles	656	47	29	674
- Immobilisations incorporelles en cours	321	18	3	336
Corporelles, dont :	17 298	935	222	18 011
- Terrains	1 708			1 708
- Constructions	6 213	36		6 249
- Matériel	7 506	88	46	7 548
- Autres corporels	1 844	217	165	1 897
- Immobilisations corporelles en cours	26	594	11	610
Financières	78		6	72
TOTAL	20 344	1 010	261	21 094

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières se sont élevées à 1 010 K€ au 30 juin 2013 contre 471 K€ (hors écart d'acquisition) au cours du premier semestre 2012.

Au 30 juin 2013 les engagements d'investissements (soit 800 K€) portent essentiellement sur l'évolution du système de traitement de l'information, sur des équipements industriels de modernisation et sur des remplacements de véhicules techniques de prescription.

Amortissements du semestre :

	amortissements au 31.12.2012	Augmentations	Diminutions	amortissements au 30.06.2013
Incorporelles	1 189	25	29	1 184
- Ecart d'acquisition	600	-	-	600
- Fonds commercial	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles	589	25	29	584
Corporelles, dont :	10 798	402	172	11 028
- Terrains	164	15	-	179
- Constructions	3 180	142	-	3 322
- Matériel	6 093	137	46	6 184
- Autres corporels	1 361	108	126	1 343
TOTAL	11 987	426	201	12 212

La dotation aux amortissements est de 426 K€ au 30 juin 2013 contre 401 K€ au 30 juin 2012.

Perte de valeur et dépréciation :

Le Groupe effectue des tests de perte de valeur de ses éléments incorporels non amortissables à chaque clôture annuelle et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

Il effectue également des tests de perte de valeur pour ses immobilisations corporelles et incorporelles amortissables uniquement lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Le groupe déprécierait la valeur d'un actif si sa valeur recouvrable (montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité) devenait inférieure à sa valeur nette comptable. Toute perte de valeur sur le goodwill est irréversible.

En dehors du Goodwill ainsi que détaillé ci-dessous, le suivi effectué n'a pas mis en évidence d'autre risque significatif de perte de valeur au 30 juin 2013.

Perte de valeur comptabilisée sur goodwill au 30 juin 2013 :

Le Goodwill comptabilisé en 2011 sur la société PTS, soit 1 957 K€ et déprécié à hauteur de 600 K€ en 2012, ne fait pas l'objet d'une dépréciation complémentaire au 30 juin 2013. Ce résultat a été obtenu à partir des bases suivantes :

Les révisions du plan d'affaires effectuées sur la base d'une baisse du chiffre d'affaires et des charges liées à la situation actuelle du marché automobile, permettent de conserver une rentabilité économique de l'unité génératrice de trésorerie et une valeur future égale à la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie au 30 juin 2013. Le plan d'affaires modifié a été validé par le comité de pilotage du Groupe.

Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2013 est identique à celui utilisé au 31 décembre 2012, à savoir 11.83%. Il a été calculé avec les principales hypothèses suivantes :

- Taux sans risque de 2,62%
- Prime de risque de 6,45%
- Beta sans dette de 1,33
- Ratios 'dettes financières' / 'capitaux propres' respectivement de 25.9 et 74.1 %
- Coût des capitaux propres, incluant une décote de taille de 2 % : 15,20 %.

Les flux de trésorerie ultérieurs à la période du plan d'affaires ont fait l'objet d'extrapolations selon le taux de croissance à long terme moyen prévu pour le marché concerné soit 1 %.

Analyse de sensibilité :

L'utilisation d'un taux d'actualisation inférieur de 1 point aurait conduit à constater une valeur future supérieure de 800 K€ à la valeur actuelle. L'utilisation d'un taux majoré de 1 point aurait conduit à constater une dépréciation de 550 K€.

Dettes sur immobilisations financières

Les dettes sur immobilisations financières sont constituées d'un complément de prix ('earn-out') payable en 2014 sur l'acquisition de PTS qui est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance contractuels sur 2013. La visibilité court terme actuelle sur le marché de l'automobile et les critères d'atteinte de la performance conditionnant ce paiement étant fixés au 31/12/2013, aucune reprise n'a été comptabilisée au 30 juin 2013. (Nb : un complément de prix payable en 2013 a été repris en 2012 pour le montant de 300 K€ en 'Autres produits opérationnels non courants' compte tenu de la non atteinte de la performance conditionnant ce paiement).

Provisions

Des provisions sont constituées si, à la date de clôture, il est certain ou probable qu'une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe envers un tiers provoquera une sortie de ressources sans aucune contrepartie et dont le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions s'analysent comme suit :

	30/06/2013	31/12/2012
Garanties produits	350	357
Litige client	-	-
Indemnités de fin de carrière (PTS)	-	-
Médailles du travail	40	40
Provision pour impôts	-	21
Provision pour risques	52	-
TOTAL	442	419

SAM Outillage S.A.S. assure une garantie contractuelle sur certains de ses produits au-delà de la garantie légale. En fonction de données historiques et statistiques, une provision est constituée pour faire face à cet engagement (en juin 2013, une reprise de 8 K€ a été enregistrée).

La société calcule, par une méthode actuarielle, ses engagements futurs au titre des médailles du travail.

D. Endettement et trésorerie

Détail des dettes financière

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 359	6 059	5 172
Emprunt en crédit bail	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	1 452	373	360
= Dettes financières	5 812	6 432	5 532

Le groupe n'a souscrit aucun nouvel emprunt sur le 1er semestre 2013.

Ventilation par échéance des dettes financières

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Moins d'un an	2 357	2 011	1 666
Entre 1 et 5 ans	3 455	4 421	3 866
Plus de 5 ans	-	-	-
= Dettes financières	5 812	6 432	5 532

Endettement financier

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
+ Dettes financières	5 812	6 432	5 532
- Valeurs mobilières de placement	411	998	317
- Comptes à terme et autres disponibilités	2 974	5 952	4 578
= Endettement net financier	2 427	-518	637

Trésorerie

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
+ Valeurs mobilières de placement	411	998	317
+ Comptes à terme et autres disponibilités	2 974	5 952	4 578
- Concours bancaires ponctuels	36	212	32
= Trésorerie nette	3 349	6 738	4 863

Évalués à leur juste valeur, la trésorerie comprend les liquidités, dépôts bancaires à vue, placements à court terme liquides et facilement convertibles et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Au 1er juillet 2013, le Groupe a encaissé une créance de 1.5 M€ dont l'échéance était sur le 1^{er} semestre 2013.

E. Passifs et actifs éventuels

Aucune action nouvelle susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes consolidés n'a été engagée à l'encontre du Groupe pendant la période considérée.

F. Paiements fondés sur des actions

Il n'existe pas d'avantages accordés sous forme d'options d'achat ou de souscription d'actions de la société.

Les avantages accordés sous forme d'attributions gratuites d'actions sont évalués à la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres. Ces avantages sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres en 'Charges de Personnel' linéairement étalées sur la période d'acquisition, car il s'agit de plans « equity settled ».

Sur le semestre, des avantages sous forme de paiement en actions ont été comptabilisés en 'Charges de Personnel' pour un montant de 228 K€. Ces avantages proviennent des attributions gratuites d'actions suivantes :

- Attributions des 6 septembre 2012 et 19 février 2013 : 3 970 actions existantes de SAM SA au profit de dix salariés du Groupe. Ces attributions ne deviendront définitives qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans, les bénéficiaires devant ensuite conserver les actions ainsi attribuées pendant deux années. Cet avantage représente une charge au 30 juin 2013 de 25 K€.

- Attribution du 26 juillet 2011: conformément à l'autorisation donnée le 26 juillet 2011 par l'associé unique d'attribuer jusqu'à 10 % du capital de SAM Outillage SAS sur une durée de 38 mois sous forme d'actions à émettre, 28 770 actions (6%) de SAM Outillage SAS ont été attribuées gratuitement au Président de SAM SA et au Directeur général de SAM Outillage. Pour 14 385 d'entre elles, l'attribution définitive interviendra le 26 juillet 2013, les conditions de performance étant complètement remplies. Pour l'autre moitié, l'attribution était conditionnée à la réalisation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, d'un « EBITDA opérationnel courant » après retraitements, supérieur ou égal à 90 % d'un montant minimum de 3 141 K€. « L'EBITDA opérationnel courant » 2012 ressortant à 3.015 K€, seules 80 % des actions prévues soit 11 508 actions donneront lieu à une attribution définitive en juillet 2013. L'« EBITDA opérationnel 2012 » du Groupe a été validé le 28 mars 2013 selon les modalités prévues au plan d'attribution; il correspond à l'EBITDA publié neutralisé des 'Charges de Personnel' enregistrées en 2012 relatives à l'attribution gratuite d'actions SAM Outillage, de coûts de prestations relatifs au plan stratégique et de l'impact sur l'EBITDA de la perte due à une vente exceptionnelle en 2012 de stocks morts provisionnés les années antérieures. Les 25.893 actions ainsi attribuées, représentant une valeur de 732 K€ (calculée sur l'actif net à la date d'attribution), deviendront disponibles en juillet 2015. Cet avantage représente au 30 juin 2013, une charge de 181 K€.

- Attribution du 23 mars 2012: conformément à la même autorisation du 26 juillet 2011, 14 385 actions (3%) à émettre de SAM Outillage SAS ont été attribuées gratuitement au Président de SAM SA et au Directeur général de SAM Outillage SAS. L'attribution définitive interviendra en mars 2014. Elle sera fonction de l'« EBITDA opérationnel du Groupe » en 2013 selon la grille amendée par le conseil d'administration de SAM SA de février 2013. Au 30 juin 2013, sur la perspective d'EBITDA escomptée, l'attribution a été évaluée à 70% des 14 385 actions prévues. Ces actions, représentant une valeur de 270 K€ (calculée sur l'actif net à la date d'attribution), deviendront disponibles en mars 2016. Cet avantage représente au 30 juin 2013, une charge de 22 K€.

G. Transactions avec les parties liées

Il n'y a pas d'évolution significative quant à la nature des rémunérations, avances et engagements en matière de pensions, indemnités accordées aux membres du Conseil d'Administration ainsi qu'au Président Directeur Général de SAM SA par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2012.

H. Informations sectorielles

Le Groupe n'a qu'une seule activité : l'outillage à main et petits équipements connexes.

Ventilation du chiffre d'affaires

	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Métropole	13 263	14 282	27 971
Exportation	3 991	5 174	10 986
TOTAL	17 254	19 456	38 957

I. Autres informations et événements postérieurs à la clôture

Opérations sur les actions du groupe

Au cours du semestre, les mouvements sur les actions de la société dans le cadre de son contrat de liquidité et de son programme de rachat d'actions se présentent comme suit :

		Achat	Vente	Transfert
Actions liquidité	Quantité	448	683	0
	Valeur *	12	19	0
Actions propres	Quantité	0	0	2 800
	Valeur *	0	0	84*

Valeur à la date d'opération, en K€

Evènements postérieurs à la clôture semestrielle

Le 29 juillet 2013, Frédéric CHAMPAVERE, Président-Directeur général de la société et Olivier BLANC, Directeur général de la société SAM OUTILLAGE, ont annoncé dans un communiqué (dont le texte intégral peut être consulté sur le site sam-actionnaires.com) leur intention d'apporter leurs participations respectives au capital de SAM SA à la société FS Holding constituée à cet effet et qu'à l'issue des opérations d'apports, la société FS HOLDING déposerait auprès de l'Autorité des marchés financiers un projet d'offre publique d'achat sur la totalité des actions de la Société SAM SA qui ne lui appartiennent pas. Cette Offre offrirait aux actionnaires de la Société une liquidité immédiate et serait déposée courant septembre 2013. Le Conseil d'administration de la Société, informé de cette Offre, a désigné, un expert indépendant chargé d'établir un rapport sur les conditions financières de l'Offre.

VI. Rapport semestriel au 30.06.2013

A. Sur la société SAM SA

La vocation de la société SAM SA consiste :

- à développer le Groupe et ses performances,
- à représenter l'activité d'outillage à main de sa filiale SAM Outillage sur les marchés boursiers et auprès de l'administration fiscale en tant que société mère du groupe fiscal,
- à assurer des services de direction, coordination, animation, contrôle et représentation pour le compte de SAM Outillage SAS.

Son chiffre d'affaires, soit 170 K€ au 30 juin 2013 comme au 30 juin 2012, est constitué des prestations de services réalisées pour SAM Outillage SAS.

Les autres produits et charges de la période sont en légère diminution (charge nette de 318K€ pour 335K€ sur la même période de l'an dernier).

En 2013, aucun dividende n'ayant été perçu de SAM Outillage au titre de 2012, le résultat net social de SAM SA s'élève à -148K€ pour le 1er semestre 2013 contre -165K€ au 1er semestre 2012.

Monsieur Frédéric CHAMPAVERE assure la Présidence et la Direction générale de SAM SA.

B. Sur le groupe SAM

(Comptes consolidés)

Faits majeurs du premier semestre 2013

Le Groupe a acquis le 28 janvier 2013 le fonds de commerce de la société Sova2i. Cette petite unité de production, spécialisée en tôlerie, permet au Groupe de renforcer son outil industriel et ses capacités de production en France. Cette acquisition permet surtout au Groupe de maîtriser toute la chaîne de fabrication des meubles de rangement et ainsi d'offrir à ses clients des produits sur mesure, une meilleure qualité et de meilleurs délais tout en réduisant le niveau de stock de ces produits.

Le 1^{er} semestre est également marqué par le lancement d'une innovation, le PEA (Puissance et Energie Autonomes). Cette innovation, présentée aux clients lors d'un grand rassemblement les 27 et 28 juin, a reçu un accueil prometteur des clients et de la presse spécialisée. Un effort particulier a été fait par le Groupe depuis 2012 sur la recherche et l'innovation. Ces efforts continueront sur 2013 et au-delà.

Comptes consolidés à fin juin 2013

Les comptes intermédiaires du groupe sont établis conformément aux dispositions du référentiel I.F.R.S (notamment IAS 34 'Information financière intermédiaire sous forme résumée') et avec les mêmes principes, règles et périmètre de consolidation que ceux appliqués dans les comptes consolidés du groupe au 31.12.2012 (le rapport annuel 2012 est disponible sur le site sam.actionnaires.com).

1- Chiffres financiers clés

<i>En milliers d'€uros</i>	S1 2013	S1 2012	S1 2013/2012	Année 2012
Chiffre d'affaires	17 254	19 456	-11,32%	38 957
Résultat opérationnel courant	-475	136		1 366
Résultat opérationnel	-475	121		1 051
Résultat net	-432	-105		259
Marge brute d'autofinancement	288	466	-38,20%	1 991
Endettement financier net <i>(excédent valeurs mobilières de placement et disponibilités sur dettes financières)</i>	-2 427	518		-637

2- Commentaires

- Activité du 1^{er} semestre 2013 :

Facturation :

- Avec un 1^{er} semestre marqué par une moins bonne orientation de nos marchés, notamment à l'export, le Groupe SAM termine le 1^{er} semestre 2013 avec une baisse de son chiffre d'affaires de -11,3%. Les croissances externes ayant été réalisées en 2011, ces données sont donc à périmètre constant. Le 1^{er} trimestre a particulièrement été impacté, alors que le 2^{ème} trimestre est en léger retrait par rapport à 2012 avec notamment un mois de juin en progression de +9,5%.
- En France : l'évolution de l'activité ressort sur la période à -7,1%.
- A l'export : les ventes hors France représentent sur la période 23,1% du chiffre d'affaires pour 26,6% au 1^{er} semestre 2012. Elles diminuent de -22,8% par rapport au 1^{er} semestre 2012.

Entrées en commandes :

- Comparativement à l'évolution du chiffre d'affaires facturé (-11,3%), l'activité en matière de prises de commandes est moins favorable (-13,2%), compte tenue de la visibilité court terme actuelle sur notre marché et de l'activité cyclique à l'export.

- Rentabilité et résultat:

En dépit d'une anticipation de la baisse d'activité et d'un effort particulier sur les charges externes et les charges de personnel, le niveau de chiffre d'affaires facturé ne permet pas de dégager un résultat opérationnel courant positif (-475K€ contre +136K€ à fin juin 2012).

Après résultat financier et impôt sur les sociétés, le résultat net est négatif de - 432K€, contre -105K€ à fin juin 2012.

o Situation financière :

La situation financière du Groupe demeure saine avec une trésorerie nette de 3,3 millions d'euros et un endettement net financier de 2,4M€ (pour -0,5M€ fin juin 2012). Il est à noter qu'une créance échue de 1,5M€ a été encaissée le 1^{er} juillet; retraité de cet élément, l'endettement net financier ressortirait à 0,9M€.

o Perspectives :

Les résultats du 1^{er} semestre ne remettent nullement en cause le plan stratégique 2011-2015. Les perspectives de chiffre d'affaires sont meilleures sur le 2^{ème} semestre, grâce notamment aux actions commerciales mises en place avec les clients et le développement de nouveaux clients en-cours. Ces actions, associées à des charges externes et de personnel toujours contenues, devraient permettre une amélioration au 2^{ème} semestre.

3- Plus en détail (par rapport à la même période de l'an dernier)

Le chiffre d'affaires avec 17.254K€ est en baisse de -11,3%, soit -7,1% sur la France et -22,8% sur l'export. Les ventes hors France représentent ainsi 23,1% du chiffre d'affaires total contre 26,6% au 1^{er} semestre 2012 et 16,9% au 1^{er} semestre 2011.

Le total des produits d'exploitation atteint 17.400K€ soit -10.6 % sur juin 2012.

Le taux de marge brute est en légère baisse (58,6% contre 59,2% sur la même période de 2012). L'évolution du mix 'produits' des ventes, les conditions de ventes et l'impact des taux de change expliquent cette légère baisse. La marge brute évolue dès lors de -11,3%.

Les moyens d'exploitation dans ce contexte de baisse de la marge brute de -11,3% diminuent globalement de -7,9% (-8,3% pour les 'autres achats d'exploitation' et -7,5% pour les 'Charges de Personnel' et 'Impôts et taxes'). L'effectif moyen ETP (intérim inclus) qui était de 214 personnes sur la même période passe à 204 personnes (soit -4,7%).

Ces éléments conduisent à un excédent brut d'exploitation (EBITDA) à 82K€ pour 535K€ à fin juin 2012, soit exprimé en pourcentage des produits respectivement 0,5% et 2,7%.

Après prise en compte des amortissements (426K€) et des provisions nettes de reprises (131K€), le résultat opérationnel courant ressort à -475K€.

Aucun élément « non-courants » n'a été enregistré en charges sur le semestre.

En définitif, après une charge de résultat financier limité à 61K€ et un produit d'impôt sur les sociétés de 104K€ et dans les conditions résumées ci-dessus, le résultat net est négatif de -432K€.

4- Par ailleurs :

- ✓ La trésorerie nette avec 3.349K€ est en diminution mais reste toujours à un niveau élevé (4.863K€ au 31 décembre 2012),
- ✓ L'analyse de la variation de trésorerie nette sur le 1er semestre 2013, soit -1,5 M€, s'analyse en synthèse comme suit :
 - Les flux liés à l'activité (-1M€) sont négatifs: ils sont alimentés à hauteur de 0,3 M€ par la marge brute d'autofinancement et par -1,3M€ de variation défavorable du besoin de fonds de roulement, notamment les stocks nets qui augmentent de +720 K€

- Les flux liés aux investissements (-0,6 M€) comprennent 1 M€ d'acquisitions d'immobilisations corporelles et +0,4 M€ de variation des dettes surinvestissements,
 - Les flux liés aux opérations de financement (+0,1 M€) ; ils sont composés du versement du dividende au titre de 2012 (-0,2 M€) et d'une augmentation nette des dettes financières (+0,3 M€).
- ✓ Les capitaux propres, après la distribution au titre de 2012, ressortent à un niveau toujours confortable de 20,1 millions d'euros :
 - ils constituent 57.0% du passif,
 - le ratio d'endettement net / capitaux propres est faible,
 - les dettes financières brutes avec 5,8M€ représente 28% des capitaux propres,
 - l'endettement net financier est à 2,4M€ (0,6M€ au 31 décembre 2012).
 - ✓ Au 30 juin 2013, la société détenait 35.227 actions de SAM SA représentant 9,3% du capital, éliminées par imputation sur les capitaux propres.

5- Parties liées :

Les parties liées au 30 juin 2013 sont identiques à celles identifiées au 31 décembre 2012 et les transactions intervenues au cours du semestre sont également de même nature.

6- Au second semestre

Compte tenu des actions commerciales mises en place avec les clients et le développement de nouveaux clients en-cours dont certains accords sont déjà signés, le Groupe entend augmenter son chiffre d'affaires sur le 2^{ème} semestre 2013. Ces actions, associées à des charges externes et de personnel toujours contenues, devraient permettre une amélioration au 2^{ème} semestre.

7- Evènements postérieurs au 30 juin 2013

Le 29 juillet 2013, Frédéric CHAMPAVERE, Président-Directeur général de la société et Olivier BLANC, Directeur général de la société SAM OUTILLAGE, ont annoncé dans un communiqué (dont le texte intégral peut être consulté sur le site sam-actionnaires.com) leur intention d'apporter leurs participations directes et indirectes respectives au capital de SAM SA à la société FS Holding constituée à cet effet et qu'à l'issue des opérations d'apports, la société FS HOLDING déposerait auprès de l'Autorité des marchés financiers un projet d'offre publique d'achat sur la totalité des actions de la Société SAM SA qui ne lui appartiennent pas. Cette Offre offrirait aux actionnaires de la Société une liquidité immédiate et serait déposée courant septembre 2013 à un prix identique à celui retenu pour les apports précités, soit 38€ par action. Le Conseil d'administration de la Société, informé de cette Offre, a désigné, en application de l'article 261-1 du règlement général de l'AMF, un expert indépendant chargé d'établir un rapport sur les conditions financières de l'Offre et a convoqué une assemblée générale ordinaire appelée à se prononcer sur une distribution exceptionnelle d'un dividende unitaire de 1,40€ prélevé sur les réserves de la Société (le paiement de ce dividende étant soumis à l'atteinte du seuil de renonciation tel que précisé ci-après). La réussite de cette Offre sera conditionnée au sens des dispositions de l'article 231-9 du règlement général de l'AMF à l'obtention par l'Initiateur d'au moins deux tiers (2/3) du capital social de la Société.

VII. Attestation du Président Directeur Général sur le rapport financier semestriel 2013

J'atteste à ma connaissance,

- que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation,
- que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, les principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques ou incertitudes pour les six mois à venir.

Fait à Saint-Etienne, le 05 septembre 2013

Monsieur Frédéric CHAMPAVERE
Président Directeur général

VIII. Rapport des Commissaires aux comptes

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

SAM

Société Anonyme
au capital de 7 407 543 €
60, boulevard Thiers
42007 Saint-Etienne

Grant Thornton

Commissaire aux comptes
42 avenue Georges Pompidou
69442 Lyon cedex 03

CAP OFFICE

Commissaire aux comptes
12 quai du Commerce
69009 Lyon

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

SAM

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société **SAM**, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note suivante de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés :

- 3.4. « Changements de méthodes » relative à l'application anticipée de la norme IAS 19 révisée sur les comptes clos au 31 décembre 2012 et les principaux impacts de cette application sur les états financiers semestriels consolidés condensés N-1 établis au 30 juin 2012.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Lyon, le 6 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Cap Office

Membre français de Grant Thornton International

Françoise Méchin
Associée

Frédéric Bouquot
Associé